

ACTION URGENTE

UN JOURNALISTE « DISPARU » RISQUE LA TORTURE

Le journaliste Issa Saharkhiz a été arrêté le 4 juillet 2009. Amnesty International le considère comme un prisonnier d'opinion, détenu uniquement pour avoir exprimé pacifiquement ses opinions, notamment au sujet du résultat de l'élection présidentielle. Il risque d'être torturé ou soumis à d'autres formes de mauvais traitements.

Issa Saharkhiz, journaliste âgé de cinquante-six ans qui a fait campagne en faveur du candidat à l'élection présidentielle Mehdi Karroubi, a été arrêté dans le nord de l'Iran le 4 juillet et conduit dans un lieu inconnu. Son lieu de détention n'a toujours pas été révélé par les autorités iraniennes, malgré les demandes formulées par sa famille et son avocat. Cette situation l'expose au risque de subir des actes de torture. Amnesty International craint qu'il n'ait fait l'objet d'une disparition forcée.

Le 20 juin 2009, une descente de police a été effectuée à son domicile familial de Téhéran alors qu'il était en déplacement dans le nord de l'Iran. Son ordinateur et des documents de campagne électorale en faveur de Mehdi Karroubi, candidat de l'opposition, ont été saisis. Le 2 juillet, il a publié sur le site Internet d'actualités *Rooz* un article dans lequel il critiquait le Guide spirituel de la République islamique, l'Ayatollah Sayed Ali Khamenei.

Issa Saharkhiz est cofondateur de l'Association iranienne pour la défense de la liberté de la presse. Il est l'ancien rédacteur en chef du magazine mensuel *Aftab* et du journal *Eghtesad*, deux publications suspendues respectivement en 2004 et 2005.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en persan, en arabe, en anglais, en français ou dans votre propre langue) :

- priez instamment les autorités iraniennes de libérer Issa Saharkhiz immédiatement et sans condition, car il s'agit d'un prisonnier d'opinion qui n'a fait qu'exercer pacifiquement son droit à la liberté d'expression ;
- exhortez-les à révéler immédiatement le lieu où cet homme est détenu, et demandez-leur de veiller à ce qu'il soit autorisé sans délai à entrer en contact avec ses proches et avec un avocat de son choix, ainsi qu'à recevoir tous les soins médicaux dont il pourrait avoir besoin ;
- engagez-les à prendre les mesures nécessaires pour qu'il soit protégé contre toute forme de torture ou d'autres mauvais traitements ;
- appelez-les à cesser de restreindre illégalement les libertés d'expression, d'association et de réunion en Iran.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 17 AOÛT 2009 À :

Guide spirituel de la République islamique d'Iran :

Ayatollah Sayed 'Ali Khamenei
The Office of the Supreme Leader
Islamic Republic Street – End of Shahid
Keshvar Doust Street, Tehran, République
islamique d'Iran

Courriers électroniques : info_leader@leader.ir
par l'intermédiaire de son site Internet : <http://www.leader.ir/langs/en/index.php?p=letter>

(en anglais)

<http://www.leader.ir/langs/fa/index.php?p=letter>

(en persan)

Formule d'appel : *Your Excellency, / Excellence,*

Responsable du pouvoir judiciaire :

Ayatollah Mahmoud Hashemi
Shahroudi
The Office of the Head of the
Judiciary
Pasteur St., Vali Asr Ave., south of
Serah-e Jomhuri, Tehran
1316814737, République islamique
d'Iran

Courriers électroniques :

shahroudi@dadgostary-tehran.ir

(dans le champ réservé à l'objet,
veuillez écrire : « *FAO Ayatollah
Shahroudi* »)

Formule d'appel : *Your Excellency, / Monsieur le Ministre,*

Copies à :

Responsable de l'Association des
journalistes iraniens :

Rajabali Mazrooei
N°87, 7th St., Kabkanian St.
Keshavarz Boulevard, Téhéran,
République islamique d'Iran

Fax : **98-21-896.35.39**

Courriers électroniques :

generalsecretary@aioj.org

Formule d'appel : *Dear Mr Mazrooei, / Monsieur,*

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Iran dans votre pays.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UN JOURNALISTE « DISPARU » RISQUE LA TORTURE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Depuis l'annonce, le 13 juin, de la victoire du président Ahmadinejad à l'élection présidentielle qui s'est tenue la veille, victoire que contestent des centaines de milliers d'Iraniens, les autorités ont imposé des restrictions draconiennes de la liberté d'expression, d'association et de réunion. L'accès à Internet a été bloqué ou fréquemment interrompu. Des journaux et magazines iraniens ont reçu l'interdiction de publier des informations au sujet des troubles qui agitent l'ensemble du pays depuis l'annonce du résultat. Les journalistes travaillant pour des médias étrangers ne sont pas autorisés à circuler dans les rues, et certains journalistes étrangers ont été expulsés.

Selon des déclarations de hauts responsables recueillies par Amnesty International, au moins 2 277 personnes ont été arrêtées depuis le 12 juin par la police et les *bassidji* (miliciens volontaires) à travers le pays, au cours de manifestations ou après celles-ci. Parmi elles figurent notamment des personnalités politiques de premier plan proches de Mir Hossein Moussavi, de l'autre candidat à l'élection présidentielle Mehdi Karroubi ou de l'ancien président Mohammad Khatami, qui ont soutenu la candidature de Mir Hossein Moussavi. Certains défenseurs des droits humains, ainsi que des journalistes, ont été arrêtés. Le 16 juin, Abdolfattah Soltani, avocat et défenseur des droits humains, a également été arrêté et placé en détention (veuillez consulter l'AU 160/09, MDE 13/059/2009, 19 juin 2009, <http://www.amnesty.org/en/library/info/MDE13/059/2009/en>). Le journaliste Said Hajjarian – ancien conseiller de la ville de Téhéran et de Mohammad Khatami –, qui se déplace en fauteuil roulant depuis la tentative d'assassinat dont il a été victime en 2000, a été arrêté le 16 juin 2009 à son domicile. Il a été transféré de la prison d'Evin à un hôpital le 3 juillet (voir l'AU 159/09, MDE 13/058/2009, 18 juin 2009, <http://www.amnesty.org/en/library/info/MDE13/058/2009/en>). Le 24 juin, 70 universitaires venus rencontrer le principal candidat de l'opposition, Mir Hossein Moussavi, ont été arrêtés alors qu'ils quittaient son bureau. Ils ont tous été libérés, à l'exception de quatre personnes. Parmi les personnes encore détenues figurent le responsable de la campagne électorale de Mir Hossein Moussavi, Ghorban Behzadian, et Ardeshir Amir Arjomand, professeur de droit à l'université Shahid Beheshti. Des centaines d'autres personnes ont été arrêtées lors des manifestations contre les résultats de l'élection, au cours desquelles les services de sécurité ont fait un usage excessif de la force. Beaucoup ont été battues et, selon les autorités, quelque 21 personnes ont été tuées, bien que ce chiffre soit probablement en deçà de la réalité.

AU 181/09, MDE 13/067/2009, 6 juillet 2009

